

note n°01/2014

20 janvier 2014

FONDATION
pour la RECHERCHE
STRATÉGIQUE

Dr. Juvence F. Ramasy

Maître de conférences en science politique à
l'université de Toamasina (Madagascar)

Dr. Olivier Vallée

Docteur en science politique

Transition électorale à Madagascar et enjeux sécuritaires

Résumé

Après l'instauration à Madagascar d'un régime militaire en mai 1972, l'amiral Ratsiraka amorce une mutation vers une « démocratie » qui durera jusqu'en 1993, date de la première alternance issue du vote. Cependant, celle-ci n'intervient qu'après des manifestations pacifiques et leur violente répression par la garde présidentielle. Par la suite, les élections de 1996 et 2001 pouvaient laisser croire que Madagascar avait réussi sa transition démocratique, en dépit de nouvelles interférences militaires, et se dirigeait vers la consolidation d'un système politique modernisé. En effet, ces élections ont alors permis l'accès au pouvoir d'une élite plus libérale et politicienne que l'élite postcoloniale où la hiérarchie sécuritaire, alliée à la bureaucratie et aux églises historiques était bien représentée. Enfin, une certaine « routinisation électorale », avec no-

tamment des élections communales compétitives en 2003 et 2007, commençait à s'enraciner. Le coup d'État de mars 2009 met alors un terme à cette évolution. Le pouvoir qui appartenait aux hommes et partis politiques dominants pendant la période de la présidence de Marc Ravalomanana glisse vers les *soldiers in mufti*. Ce déplacement se réalise alors avec le concours des élites politiques marginalisées par le Président ainsi déposé et des élites économiques victimes du monopole du groupe économique de ce dernier (Tiko). Malgré l'instabilité politico-militaire et la dégradation de l'État depuis sa prise du pouvoir en 2009, le président auto-proclamé Andry Rajoelina a systématiquement repoussé les élections, inscrivant Madagascar dans la catégorie des *protracted transition*. Dans ce contexte, le processus de sortie de crise va prendre plus de quatre ans à aboutir avec l'organisation du

premier tour de l'élection présidentielle le 25 octobre 2013. Ce processus s'est achevé avec le deuxième tour de l'élection présidentielle le 20 décembre 2013, élection jumelée avec le scrutin législatif. Si l'acceptation du processus démocratique par l'ensemble des acteurs semble acquis, une partie des « forces de l'ordre » pouvaient cependant être tentée de jouer leur partition : pour certains, en jouant les arbitres du scrutin et les légalistes, pour d'autres en prolongeant leurs avantages actuels en relation avec l'équipe du Coup d'État de 2009, tout en laissant le processus électoral s'acheminer vers un second tour présidentiel. Surtout que les jeux de pouvoir, les alliances et les contradictions des différents acteurs politiques et électoraux restent complexes, réversibles et peu transparents. Dans ce puzzle politique, les hommes en armes ont donc une influence et une capacité de nuisance qui ont été gonflées par la prolifération d'une gouvernance criminelle depuis ces cinq dernières années.

Abstract

After setting up a military regime in Madagascar in May 1972, Admiral Ratsiraka began a shift towards a "démocrature" which lasted until 1993, the year that saw the first political alternation after the vote. However, this political change has been possible only after peaceful protests and violent repression by the presidential guard. Subsequently, in 1996 and 2001, the new elections could suggest that Madagascar had managed its transition to democracy, despite new military interference, and headed towards the consolidation of a modernized political system. Indeed, these elections allowed access to a more liberal elite than the postcolonial one where the security hierarchy combined with bureaucracy and historic churches was well represented. Finally, some "election routinization", including competitive local elections (2003 and 2007) began to take root. The coup d'état of March 2009 interrupted this process. The power that belonged to dominant politicians and political parties during the period of President Ravalomanana slid to soldiers in mufti. This movement was carried out with the support of political elites marginalized by Marc Ravalomanana and economic elites victim of the economic monopoly of the latter (Tiko). Despite the political and military instability and degradation of the state since taking power in 2009, the self-proclaimed president Andry Rajoelina has consistently pushed the holding of elections, scoring Mad-

agascar in the category of protracted transition. In this context, the process to end the crisis took more than four years to complete the organization of the first round of the presidential election on the 25th October 2013. This process is still ongoing with the second round of the presidential election on the 20th December 2013, coupled with the legislative elections. If the acceptance of the democratic process by all stakeholders seems certain, part of the "security forces" however could be tempted to play their part: acting as arbiters of the electoral process and the legalists for some of them, by extending their advantages in relation to the team of the 2009 Coup, while leaving the electoral process to move towards a second presidential run for the other. The games of power, alliances and contradictions of various political and electoral stakeholders remain especially complex, reversible and non-transparent. In this political puzzle, the influence and the capacity of armed forces have been swollen by the proliferation of criminal governance over the past five years.



Avant-propos : le long processus de démocratisation à Madagascar

Madagascar s'est engagé dans un processus de démocratisation au début des années 1990 à l'instar de ses pairs africains. En effet, des mouvements de contestation se sont déclenchés à la suite de l'élection présidentielle de 1989¹. Cela débouche sur une nouvelle crise politique amenant une période de transition entre 1991 et 1993². Une nouvelle constitution est alors adoptée le 19 août 1992. Des élections démocratiques, avec pour la première fois la participation de l'ensemble des partis politiques, sont organisées au cours de l'année 1992, permettant la victoire de l'opposition et l'accession d'Albert Zafy, candidat des Forces vives et de l'UNDD (Union Nationale pour la

1. Ces mouvements de contestations sont perceptibles à l'échelle du continent africain. Voir Anyang' Nyong'o P., *Popular Struggles for Democracy in Africa*, Studies in African Political Economy, United Nations University, 1987, 288 p.

2. Voir Raison-Jourde F., « Une transition achevée ou amorcée ? », *Politique Africaine*, n° 52, Paris, décembre, 1993, pp. 6-18. Voir aussi Ravaloson J., *Transition démocratique à Madagascar*. Collection Repère pour Madagascar et l'océan Indien, L'Harmattan, Paris, 1994, 175 p.

Démocratie et le Développement) à la présidence de la République. Des élections législatives prennent également place en 1993 établissant un régime parlementaire. Ce régime se caractérisa toutefois par une instabilité gouvernementale et Albert Zafy procédera en 1995 à une révision constitutionnelle par voie référendaire afin de pouvoir nommer le Premier ministre dont le choix était auparavant une prérogative du Parlement. À la suite de l'empêchement définitif du président Albert Zafy, le 5 septembre 1996, une élection est convoquée, voyant le retour de Didier Ratsiraka de l'AREMA (Avant-garde pour la Rénovation de Madagascar). Un référendum constitutionnel est rapidement organisé en 1998 qui, à l'instar du référendum de 1995, déconstruit le caractère parlementaire de la Constitution et participe à sa présidentialisation.

À la suite de l'élection présidentielle du 16 décembre 2001, une crise post-électorale éclate entre les partisans de Didier Ratsiraka, président en exercice et son opposant Marc Ravalomanana du TIM (Tiako Madagasikara³), alors maire de la capitale Antananarivo. Une contestation des résultats s'ensuit. Marc Ravalomanana, se déclare vainqueur à l'issue du premier tour (1^{er} tour *Dia Vita*⁴) alors qu'un second tour est annoncé par la cour constitutionnelle, institution réputée proche du président Didier Ratsiraka. Des affrontements armés entre les deux protagonistes ont lieu, amenant alors la Communauté internationale à intervenir, notamment l'Union Africaine (UA). Cette dernière ne parvient pas à la conclusion et au respect d'un accord entre les deux parties malgré deux phases de discussions (Accord de Dakar 1 et Dakar 2). La crise trouve son terme lorsqu'en mai 2002, la Haute Cour Constitutionnelle (HCC) déclare vainqueur Marc Ravalomanana, victoire reconnue par la Communauté Internationale l'année suivante.

L'élection présidentielle suivante, de décembre 2006, entérine la réélection du Président sortant Marc Ravalomanana dès le premier tour. Ce dernier renforce alors par voie référendaire ses pouvoirs présidentiels, le 4 avril 2007. Son parti, le TIM remporte l'ensemble des élections communales, législatives, sénatoriales. Toutefois, le Président se trouve confronté, fin 2008, à un vaste mouvement de contestation lui reprochant sa mainmise sur

3. J'aime Madagascar.

4. Il s'agit d'une campagne de communication et d'un slogan d'après lequel un seul suffit pour assurer la victoire. Cela sera repris pour la présidentielle de 2006 et par Robinson en 2013.

l'économie malgache à travers son entreprise agro-alimentaire Tiko et le bradage aux intérêts étrangers de pans entiers de l'économie nationale. À la tête de ce mouvement de contestation se trouve ainsi le maire de la capitale, Andry Rajoelina, élu en 2007 sous les couleurs du TGV⁵ face au candidat du TIM. Andry Rajoelina est entouré de diverses figures liées aux régimes précédents. Ces manifestations se durcissent et aboutissent à une marche sur le palais présidentiel le 7 février 2009 qui se solde par la mort d'une centaine de personnes. Affaibli, le Président Marc Ravalomanana confie le pouvoir à un Directoire militaire qui le transmet à Andry Rajoelina. La HCC confirme, le 18 mars 2009, les deux ordonnances de transfert de pouvoir. De plus, la HCC déclare qu'Andry Rajoelina exerce les attributions du président de la République selon les termes de la Constitution de 2007 et procède à son installation en tant que Président de la Haute Autorité de la Transition (HAT), le 21 mars 2009. Andry Rajoelina fait ensuite approuver par référendum (contesté et non reconnu par la Communauté Internationale), une nouvelle Constitution, celle de la IV^{ème} République, en novembre 2010.

Introduction

Au lendemain de cette « troisième vague de démocratisation », Madagascar a connu plusieurs élections multipartites et constitue l'un des rares pays subsaharien à connaître une triple transition électorale (1993, 1996, 2006). Ces élections tendent à une relative démocratisation en permettant l'accès au pouvoir d'une nouvelle élite, beaucoup plus « libérale » et partisane d'une démocratie procédurale face à l'élite postcoloniale. Cependant, ces élections de la troisième vague se caractérisent aussi par des pratiques hégémoniques et autoritaires ainsi que la confiscation du pouvoir par des partis politiques dominants, ramenant le pays parmi les autocraties électorales. Les élections ne militent alors plus en faveur de l'alternance et de l'enracinement de la démocratie. Le coup d'État de mars 2009 en est l'illustration au point d'inscrire le pays dans une transition prolongée (« *protracted transition*⁶ ») où les élections n'ont pas voix au chapitre. En effet, les transitologues tels

5. *Tanora Malagasy Vonona* / « Les jeunes Malgaches décidés ». Cette association deviendra un parti politique après l'accession de Andry Rajoelina à la tête de l'État.

6. Barkan J. D., "Protracted transitions among Africa's new democracies", *Democratization*, vol. 7, n° 3, 2000, pp. 227-243.

que O'Donnell définissent la transition comme « *the interval between one political system and another*⁷ », intervalle où le début et la fin du processus de transition sont facilement identifiables. Dans le cas de Madagascar, le début peut être identifié à la fin du régime autoritaire, moment où les élites au pouvoir négocient avec les élites « modérées » de l'opposition pour la mise en place d'élections libres et transparentes. La transition prend alors fin lorsque de nouvelles élites accèdent au pouvoir après des élections ou lorsque les anciennes élites au pouvoir y reviennent aussi à la suite d'élections qui leur confèrent une légitimité électorale. Or cela ne s'applique pas au cas malgache comme l'illustre la transition qui dure depuis l'année 2009, notamment grâce au concours des forces de sécurité et des élites politiques au pouvoir.

Néanmoins la situation politique a récemment évolué. Les médiations nationales et internationales ont en effet permis d'aboutir à un accord de sortie de crise. Une « Feuille de route » a été ratifiée le 16 septembre 2011 par 11 entités politiques, dont les mouvances des anciens présidents Albert Zafy et Marc Ravalomanana ainsi que celle du Président de la Haute Autorité de la Transition (HAT) Andry Rajoelina, à l'exception de celle de l'ancien président Didier Ratsiraka⁸.

Par ailleurs, le régime de transition n'a eu de cesse d'instrumentaliser le processus électoral afin de se maintenir au pouvoir. La pression de la Communauté internationale a permis cependant l'élaboration d'un calendrier électoral prévoyant un premier tour de l'élection présidentielle le 25 octobre 2013 et un éventuel second tour le 20 décembre, élection jumelée avec le scrutin législatif. L'objet de cette note est ici de réfléchir d'une part, sur la « *protracted transition* » et les enjeux politiques du processus électoral (1) et les enjeux

7. O'Donnell G., Schmitter P., et Whitehead L., *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*, Baltimore and London, John Hopkins University Press, Part IV, 1986, p. 6.

8. La Feuille de route a comme objectif : la reconnaissance d'Andry Rajoelina en tant que Président de la Transition, la nomination d'un Premier ministre de consensus (Jean Omer Beriziky depuis le 28 octobre 2011) ainsi que d'un gouvernement de Transition d'Union Nationale (mis en place le 21 novembre 2011), l'élargissement de la composition du Congrès de Transition (CT), du Conseil Supérieur de la Transition (CST) et la mise en place d'une Commission Électorale Nationale Indépendante pour la Transition (CENI-T, le 28 mars 2012, cf. la loi n° 2012-004), d'une Cour Électorale Spéciale (CES, chargée de la proclamation définitive des résultats ainsi que du contentieux électoral), de la Commission de

sécuritaires d'autre part (2). Ces élections qualifiées de sortie de crise devraient permettre le retour à l'ordre constitutionnel et politique. La stabilité politique est également attendue afin que le pays puisse mettre en œuvre une politique de développement avec le concours notamment des bailleurs de fonds.

« *Protracted transitions* » : militaires et élections

L'accès d'Andry Rajoelina au pouvoir s'est réalisé à la suite d'un changement inconstitutionnel du pouvoir en mars 2009. L'armée, par l'intermédiaire du Corps d'Armée des Personnels et des Services Administratifs et Techniques (CAPSAT⁹), a permis à ce dernier de perpétrer un coup d'État à l'encontre du président sortant, Marc Ravalomanana. Il ressort que l'institution militaire, notamment ses élites ainsi que la situation sécuritaire, est un acteur clef pour la prise du pouvoir¹⁰, que ce soit hors (1.1) ou bien dans le processus électoral (1.2).

La permanence des « soldats in mufti » à travers le coup de mars de 2009

Madagascar a connu une période d'instabilité sans précédent à la suite du coup d'État de mars 2009. Au-delà des précédents épisodes de crise de 1972, 1990 et 2001, celui de 2009 constitue la plus longue phase de perturbations politiques, économiques et sociales qu'a connues le pays depuis l'indépendance (acquise le 26 juin 1960). Au cours de cette période, le système politique a de nouveau été « prétorianisé » et s'est caractérisé par une difficile relation entre le pouvoir, en principe civil, et les forces armées. Cette période a aussi été marquée une forte transhumance politique des élites martiales¹¹.

Andry Rajoelina s'est ainsi appuyé sur des éléments militaires, dont le CAPSAT, afin d'accéder au pouvoir. Il a surfé sur les divisions et mécontentements (non-respect de la hiérar-

Réconciliation Malgache (CRM, Filankevitry ny Fampihavanana Malagasy - FFM).

9. Le CAPSAT, créé par l'arrêté n° 2273 le 2 juillet 1976, est installé à Soanierana à la sortie Sud d'Antananarivo. Ce camp comprend un dépôt d'armes assez important. Les éléments du CAPSAT se sont chargés de la protection d'Andry Rajoelina au moment fort de la crise et ces derniers en ont toujours la charge.

10. Ramasy J. F., « Madagascar : les forces armées garantes de la stabilité politique et démocratique ? », *Identity, Culture and Politics*, International Centre for Ethnic Studies, Colombo, Sri Lanka, the Council for the Development of Social Science Research in Africa, Dakar, Sénégal, décembre 2010, vol. 11, n° 2, pp. 1-41.

Décompte des voix dans un bureau de vote lors du premier tour de l'élection présidentielle à Madagascar



Source : Antananarivo, 25/10/2013. © Mathieu Mérino.

chie, de grade et d'ancienneté dans l'octroi des postes de commandement) nés durant la présidence de Marc Ravalomanana, où la Gendarmerie et la Police avaient les faveurs du régime contrairement à l'armée¹². Par ailleurs, à la suite de différentes manifestations et de la tuerie du 7 février 2009¹³, des repositionnements au sein de l'institution militaire avaient été réalisés¹⁴ et Marc Ravalomanana perdit

peu à peu le contrôle de la situation et l'adhésion des officiers¹⁵.

En fait, une partie des forces armées, dont le CAPSAT et des éléments de la Force d'Intervention de la Gendarmerie Nationale (FIGN), ont déjà fait allégeance à Andry Rajoelina. Dans une tentative de récupération, Marc Ravalomanana tente alors de mettre en place un Directoire militaire¹⁶ mais ce dernier transfère

11. Ramasy J. F., « Militaires et système politique », in Randrianja S. (dir.), *Madagascar, le coup d'État de mars 2009*, Karthala, 2012, pp. 67-96.

12. Ramasy J. F., « Les élites martiales malgaches et la démocratie », in Richard B. N., Lesourd M., Letellier S. et Fenotsara R. M. (dir.), *Éthique, démocratie et développement*, Acte du Colloque International Pluridisciplinaire, Université de Toamasina, Madagascar, Université de Rouen, France, Tsipika, 2012, pp. 164-174

13. « [...] des forces de sécurité tirent sur la foule des partisans de Rajoelina qui, répondant à l'appel de celui-ci ainsi qu'à celui de son « Premier ministre », Monja Roindefo, marchent jusqu'au palais présidentiel pour le prendre ». Cette fusillade se serait déroulée de la manière suivante d'après le témoignage d'un membre de la garde présidentielle : « Il n'y aurait eu aucun tir de sommation selon de nombreux témoins lorsque la foule s'est approchée d'une « zone rouge », normalement formellement interdite. Le mécanisme de sécurisation à trois niveaux n'aurait pas été efficace pour contenir les manifestants, qui sont arrivés aux portes du palais sans obstruction. Les responsables des barrages avaient d'abord laissé passer une délégation de manifestants qui voulait négocier leur passage, avant de laisser passer la foule, en partie car ils n'étaient pas suffisamment équipés pour faire face à un nombre si important de personnes ». Voir International Crisis Group, « Madagascar : sortir du cycle de crises », Rapport Afrique n° 156, 18 mars 2010, p. 5.

14. Le ministre de la Défense, Cécile Marie Ange

Dominique Manorohanta, démissionna en février 2009 et fut remplacé par le vice-amiral Mamy Solofoniaina Ranaivoniarivo, ancien directeur du cabinet militaire de Marc Ravalomanana ; un nouveau chef d'État-major fut nommé, le général de brigade Edmond Arsène Rasolomahandry ; le deuxième adjoint du chef d'État-major, Claris Rodolphe Andriamaharo fut aussi démis de ses fonctions et remplacé par le colonel Emilien Ramboasalama. Ramasy J. F., 2010, *op. cit.*, p. 84.

15. Refus par Andry Rajoelina du plan de sortie de crise initié à la suite de la réunion entre Marc Ravalomanana et les généraux Claude Ramanarivo et Lucien Raharijaona (gendarmerie), Ranto Rabarisoa, Rivo Razafindralambo (armée), le médecin général Fred Rakotovoao et le vice-amiral Hyppolite Rarison Ramarison. Voir Maka A., « Des officiers généraux chez Marc Ravalomanana-Propositions de sortie de crise », *La Vérité*, 17 février 2009. Cent membres sur six cent au sein du CAPSAT décidèrent le 8 mars de ne plus suivre les directives du chef d'état-major. La présence au sein de l'EMMONAT de milices voire de « mercenaires », la diminution des primes sont l'origine de ce refus de suivre les ordres. Voir Iloniaina A., « Le Capsat Soanierana. Des militaires en mutinerie », *L'Express de Madagascar*, 9 mars 2009. Voir aussi Brümmer S., « Mercenaries plan Madagascar 'coup' », *Mail & Guardian*, 3 juillet 2009, www.mg.co.za. Voir aussi « Destitué en mars, Ravalomanana recruterait des mercenaires en Afrique du Sud », *Ouest France*, 3 juillet 2009, www.ouest-france.fr

16. Composé des trois plus hauts gradés de l'armée, le

finallement ses pouvoirs à Andry Rajoelina¹⁷. Le Président de la Haute Transition se retrouve donc redevable envers l'institution militaire. Nous assistons également au retournement des « *soldiers in mufti*¹⁸ » en fonction des changements de régime.

Au sein de cette alliance, la force et la violence politique deviennent des ressources banalisées pour des élites politiques qui développent une stratégie clientéliste envers les militaires. Toutefois, l'existence de la violence politique ne doit pas être considérée comme un indicateur de la faillite de l'État, bien au contraire. En effet, elle devrait supposer l'effondrement de l'État, or les États dits « faillis » s'illustrent par leur résilience. C'est le cas notamment du Nigéria en 1966 ou du Tchad durant des décennies, ainsi que de Madagascar qui ne doivent en aucun cas être considérés comme des États « faibles » ou « fragiles ». Leur résilience s'explique par la présence de puissants réseaux politiques informels qui chevauche la bureaucratie étatique qui est par contre « faible ». Nous nous retrouvons ici face à une structure étatique double où un État officiel côtoie un État officieux à l'image du *deep State* turque¹⁹ (État profond ou *derin devlet*) ou alors du *Shadow State* de William Reno²⁰ (Sierra Leone). Ces deux structures se nourrissent l'une de l'autre, le renforcement de l'un n'implique pas l'affaiblissement de l'autre²¹.

À l'image de certains régimes latino-américains et africains, la violence politique ou la gouvernance criminelle permettrait d'expliquer le cycle de crises qui se produit au sein de l'État malgache. Les élections ne jouent pas

vice-amiral Hippolyte Rarison Ramarison en tant que Président, le général Ranto Rabarisoa et le général Rivo Hanitra Razafindralambo. Il eut pour mission l'organisation d'assises nationales afin de discuter et d'élaborer les modifications éventuelles de la Constitution, la préparation de la révision du code électoral, d'une loi sur les partis politiques et enfin l'organisation des élections dans un délai n'excédant pas 24 mois. Voir ordonnance n° 2009-001 du 17 mars 2009.

17. Ordonnance n° 2009-002 du 17 mars 2009.

18. Il s'agit de « militaires en civil » ou militaires politiques qui à la différence des militaires professionnels passent plus de temps dans le monde politique. Toutefois, les « militaires en civil » malgaches ne se rapprochent pas des politico-militaires tchadiens qui sont le fruit de la guerre.

19. Voir Gunter M. M., « Proposals for a solution: taming Turkey's Deep State », Paper prepared for the Conference on "Kurds in Turkey: Main Requirements for a Peace Process," Sponsored by the Heinrich Boll Foundation, Diyarbakir, Turkey, 2007. Voir aussi Kaya S., "The rise and the decline of the Turkish "Deep State": the Ergenekon Case", *Insight Turkey*, vol. 11, n° 4, 2009, pp. 99-113.

pleinement leur rôle notamment en matière d'alternance. Ainsi un *Big Man* est remplacé par un autre qui sera plus prompt à la redistribution de la rente. En effet, la problématique des ressources s'avère importante pour les élites politiques (entrepreneurs) car cela leur confère une crédibilité par rapport aux autres entrepreneurs (économiques et militaires) inscrivant le système politique dans une logique patrimoniale où un système de patronage s'opère. Ainsi lorsque ce système n'est plus à même de « *rétribuer suffisamment les principaux représentants intermédiaires qui garantissent les soutiens à la base, il s'expose à une délégitimation rapide. Mais ces crises liées au tarissement de possibilités de rotation ne signifient nullement que l'on va passer à de nouvelles règles du jeu*²² ». Nous assisterons dans bien des cas à un remplacement du président ou *Big Man* par un autre qui assurera une meilleure redistribution à moins que ce dernier après un *re-lifting* idéologique revienne sur le devant de la scène politique, fût-ce par les urnes. Cela pourrait expliquer le retour au pouvoir de Didier Ratsiraka en 1996 qui se voulait être le défenseur d'une République humaniste et écologique après avoir été un marxiste-léniniste. Marc Ravalomanana rêverait du même scénario, son retour au pouvoir se ferait par le biais de l'élection du candidat de sa mouvance, le Dr. Jean-Louis Robinson. Au regard de ce système de redistribution, nous pouvons reprendre la maxime de Marielle Debos selon laquelle : « l'État, c'est du commerce²³ ».

L'utilisation de la violence politique se double d'une criminalisation de l'État, notamment de sa gouvernance ainsi que de son économie. L'État apparaît en ce sens comme « *un conglomerat de positions de pouvoir dont les occupants sont en mesure à la fois de s'assurer à eux-mêmes de substantiels revenus et de répandre autour d'eux places, prébendes, gratifications et services*²⁴ ». Au sein de cette gouvernance criminelle, une alliance entre les entrepreneurs (politiques, économiques, militaires) se met en place où chacun exerce une fonction qui lui est propre²⁵. Nous sommes en

20. Reno W., « Warlord Politics and African States », Boulder, Lynne Rienner, 1995, p. 2 Voir aussi Reno W., *Corruption and State Politics in Sierra Leone*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

21. Debos M., *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, les Afriques, Karthala, 2013, pp. 229-236.

22. Daloz J-P. (Ed.), *Le (Non-)Renouveau des Élités en Afrique Subsaharienne*, Bordeaux, Centre d'Étude d'Afrique Noire, 1999, p. 20.

23. Debos M., *op. cit.*, 2013, p. 196.

présence d'une violence rationnelle mise en œuvre par des entrepreneurs de l'insécurité où l'argent sale permet la consolidation de la puissance publique par le financement des mécanismes de la représentation politique. L'apparition de foyers de tensions permet de développer des affaires illicites générées par l'insertion dépendante de Madagascar au sein de l'économie internationale²⁶. Cette économie politique de la dépendance est entretenue par des élites criminelles (entrepreneurs nationaux et étrangers) qui en tirent profit, inscrivant ainsi Madagascar au sein d'un hub de trafics autant régional qu'international.

En effet, ces derniers opèrent tant à l'échelle locale que nationale (bois de rose aux Comores, Maurice, Chine, Allemagne et États-Unis ; pierres précieuses au Sri Lanka, Thaïlande, République Démocratique du Congo et Dubaï (zébu et trafic d'ossement, etc.)). En fait, Madagascar constitue un terrain propice au développement d'activités illicites en raison de la faiblesse de ses forces de sécurité (manque d'équipement, volonté des gouvernants) et par la porosité des accès à l'île. Nous sommes face à un système économique « non régulé » où les activités économiques contournent la régulation économique de l'État et n'appartiennent pas à un domaine distinct de l'économie dite formelle²⁷.

Les militaires ou entrepreneurs de l'insécurité ayant contribué à la mise en place du régime actuel ont été récompensés en termes d'avancement de grade. Ainsi, on compte aujourd'hui plus de 150 généraux (pour une vingtaine de départ à la retraite, nous sommes face à une pyramide inversée). Ces mesures favorables se sont traduites par une augmentation de salaire, le recul de l'âge de la retraite (décidé lors des assises militaires de 2011), des acquisitions de divers matériels (achats surfacturés d'hélicoptères belges de type Alouette), des exonérations d'impôts sur les soldes et enfin des nominations à des postes politiques ou au sein du conseil d'administration d'entreprises étatiques. D'ailleurs, le budget qui leur est alloué est en constante augmentation. Enfin, diverses institutions sécuritaires ont été mises en place, accentuant la militarisation du sys-

24. Terray E., « Le climatiseur et la véranda », in *Afrique Plurielle, Afrique actuelle. Hommage à G. Balandier*, Paris, Karthala, 1986, pp. 38-39.

25. Les élites politiques sont là pour adopter une législation adéquate, les élites économiques trouver les débouchés et les élites militaires donner l'ordre d'accompagner les convois/marchandises.

26. La frontière entre le licite et l'illicite des activités devient difficile bien que ces activités soient

tème politique²⁸. Elles participent plus ou moins directement aux activités illicites (bois de rose²⁹, prêts d'armes, libération de détenus, meurtre d'un magistrat³⁰, intrusion au sein d'un tribunal, convois des marchandises illicites³¹, exportations de tortues, etc.). En effet, les difficiles conditions professionnelles dans lesquelles se trouvent les élites martiales conjuguées à leur politisation depuis 1972, conduisent certains d'entre eux à devenir des entrepreneurs.

Dans la perspective d'une sortie de crise passant, soit par des accords, soit par la voix des urnes, les élites martiales doivent pouvoir jouer un rôle qui leur permettra de garantir leurs acquis et de ne pas être laissées sur le bas-côté. La « *protracted transition* » a manipulé le processus électoral à plusieurs reprises (la date des élections a été repoussée à maintes occasions). La pression de la Communauté internationale à travers la menace de sanctions ciblées à l'encontre des auteurs du blocage a permis l'élaboration d'un calendrier électoral prévoyant le premier tour de l'élection présidentielle le 25 octobre 2013 et un second tour le 20 décembre, conjugué avec les élections législatives.

Les forces de sécurité et la mise en œuvre du processus électoral

La réussite d'une élection dans le sens de sa sécurisation dépend dans une large mesure de l'action des forces de sécurité. Les politiques qui présentent des candidats jouent également un rôle majeur dans l'attitude de leurs militants ou supporters. Les violences liées à des activités/événements politiques sont fréquentes dans l'histoire électorale post-

considérées comme criminelles tant par le droit international que les législations nationales (cf. les divers décrets contradictoires sur le bois de rose, manque de transparence des permis miniers, etc.).

27. Rotman J., *Fiscal Disobedience. An Anthropology of Economic Regulation in Central Africa*, Princeton, Princeton University Press, 2005.

28. Il s'agit du Comité Militaire pour la Défense Nationale (CMDN) créé le 20 mai 2009 et composé de militaires nommés par le président de la HAT ; la Force d'Intervention Spécialisée (FIS, instrument politique de la HAT créé en juin 2009 et ancêtre de la Commission Nationale Mixte d'Enquête) ; la Direction de la Sécurité du Territoire (principale institution en charge de la sécurité sur l'ensemble du territoire, elle est rattachée à la présidence, elle est sous l'autorité de Haja Resampa, secrétaire général de la Présidence qui est l'élément central dans le domaine sécuritaire.). Voir Ramasy J. F., *op. cit.*, 2012, pp. 90-91.

29. Randriamalala H., Liu Z., « Bois de rose de Madagascar : entre démocratie et protection de la nature », *Madagascar Conservation and*

troisième vague. Il y a eu l'épisode de l'affrontement entre les Forces vives et les fédéralistes à Diégo Suarez en 1993. L'élection présidentielle de 2001 fut suivie d'une crise sociopolitique de six mois. Les candidats sortis en tête des urnes (Didier Ratsiraka et Marc Ravalomanana) à l'issue du premier tour clamèrent tous deux leur victoire et s'accusèrent mutuellement de fraudes électorales. Le camp de Didier Ratsiraka procéda à la mise en place de barrages économiques ou anti-économiques³² afin d'isoler la capitale Antananarivo. Les deux camps firent appel à des réservistes, des milices ainsi qu'à des civils afin de défendre leur position. Une certaine « milicianisation » voire une « factionnalisation » des forces de sécurité malgaches, fut mise en place³³. Une démobilisation des réservistes eut certes lieu en 2004 mais elle n'a pas permis de récupérer les armes qui avaient été mises en circulation. L'affrontement armé entre les deux camps se solda par plusieurs centaines de morts en amont du scrutin. L'année 2009 fut également entachée de violences à la suite de manifestations menées par le maire de la capitale Andry Rajoelina ayant pour objet la démission du président Marc Ravalomanana. Les bâtiments de la télévision et de la radio nationales furent incendiés ainsi que divers magasins (notamment ceux du groupe Tiko appartenant à Marc Ravalomanana). Par ailleurs lors d'une marche sur le palais présidentiel le 7 février 2009, la Garde présidentielle tira sur la foule, causant la mort d'une trentaine de personnes et environ 200 blessés.

Ces épisodes de violence s'expliquent en grande partie par le climat électoral. L'élection présidentielle du 16 décembre 2001 en est ici l'illustration parfaite. Cette stratégie de violence est alors mise en œuvre dans une perspective de maintien au pouvoir ou bien de conquête de celui-ci. Par contre, les élections qui se sont tenues par la suite n'ont pas été caractérisées par des phénomènes de violences systématiques. Cela n'ôtait en aucun cas la possibilité que de tels phénomènes puissent apparaître au cours du processus électoral de 2013. En effet, le climat d'insécurité qui s'est aggravé depuis 2008, ainsi que la prolifération d'armes de petits calibres³⁴ et de chasse

Development, vol. 5, n° 1, 2010, pp. 11-22.

30. « Toliara : des policiers agressent un magistrat », *L'Express de Madagascar*, 10 décembre 2011, <http://www.lexpressmada.com/toliara-madagascar/29944-des-policiers-agressent-a-mort-un-magistrat.html>.

31. « Un camion militaire pris avec une montagne de drogue », *L'Express de Madagascar*, 1^{er} août 2013.

32. Raison J-P, « Économie politique et géopolitique

amènent à être vigilant. De plus, la Grande-Bretagne a vendu au Gouvernement plus de 3 000 armes entre août 2011 et juin 2012 sans que leur destination ne soit connue³⁵. La fragilité du processus s'en trouvait aggravée notamment dans une perspective de contestation des résultats à l'issue du second tour. Les manifestations de violences politiques voire de violences liées aux élections ont connu une courbe ascendante (exception faite de l'élection présidentielle de 2006). Une tension latente, fruit du développement de foyers de désordres dans différentes parties du pays (dans le Sud, à Nosy Be, à Antsohihy, à Manakara, etc.), est palpable. De plus, la question du retour de Marc Ravalomanana dans le cas d'une victoire de son « candidat », le Dr Jean-Louis Robinson, demeura une question sensible qui préoccupa aussi bien les élites politiques au pouvoir que leurs pendants militaires.

Afin de sécuriser un processus électoral fragile, une Commission interministérielle, coprésidée par la CENI-T et la Primature, visant à coordonner l'ensemble des activités de sécurisation, a été mise en place. Un budget de 7,5 milliards d'Ariary (environ 2,4 millions d'Euros) a été alloué aux forces de l'ordre et de sécurité en septembre 2013 afin qu'elles puissent s'acquitter convenablement de leur mission. Ce budget est géré par l'État-major mixte opérationnel (EMMO) mais a été versé sur le compte de la Gendarmerie, commandée par le général de brigade, Richard Ravalomanana, un fidèle de Rajoelina³⁶. À l'échelle opérationnelle :

des barrages routiers (Madagascar, février-mai 2002) », in *Politique Africaine*, n° 86, *Madagascar, les urnes et la rue*, Karthala, Paris, juin, 2002, pp. 120-137.

33. Rabenirainy J., « Les forces armées et les crises politiques (1972-2002) », *Politique Africaine*, n° 86, *Madagascar, les urnes et la rue*, Karthala, Paris, juin 2002, pp. 86-102.

34. Jütersonke O., Kartas M., « Insecurity and Predation in Madagascar », *Small Armed Survey 2011*, The Graduate Institute, Center on Conflict, Development and Peacebuilding, 2010, pp. 166-190.

35. « *The UK authorized the export of over 3174 weapons to Madagascar in 2011 and the first half of 2012, including 1050 assault rifles, 600 combat shotguns, 600 rifles, 790 sporting guns and 4 sniper rifles (Table 1). Numbers are unavailable for additional weapons in all of these categories. In addition, the UK authorized export of other military equipment including ammunition, components for weapons, weapon sights, body armour, devices for riot control, and military communications equipment. Information about the identities of the importing companies, where the weapons are now and who has control over the weapons has not been made public* ». Voir <http://www.tananews.com/2013/01/concerns-about-uk-arms-exports-to-madagascar/>

36. Il a connu une ascension fulgurante durant la

- pour chacune des régions, les forces de sécurité et de défense (Armée, Police et Gendarmerie) ont mis en place des Cellules de veille et des états-majors mixtes. Alors que la Cellule de veille prend en charge la sécurité de la période préélectorale et le jour du scrutin, l'état-major mixte est lui chargé du suivi de la période post-électorale considérée comme une période très sensible.
- dans les districts, la sécurité est assurée en règle générale par les Organes mixtes de conception (OCM).

Malgré ce plan à grande échelle, plusieurs dynamiques inquiètent :

- L'insécurité prévalait toujours dans les régions du Nord en raison de la présence de bandes armées, les « Foroches³⁷ », et dans le Sud avec la présence des « Dahalo³⁸ » dont les accointances avec les élites politiques et martiales seraient avérées. Cette situation a poussé les populations à mettre en place des groupes d'autodéfense. Ces dynamiques constituent un risque avéré pour la sécurité du scrutin.
- Une des craintes portait alors sur la capacité de l'institution militaire à répartir de manière adéquate le budget entre les régions militaires. Or des éléments de la gendarmerie de la région de Tamatave ainsi que celle de Diégo-Suarez ont indiqué l'insuffisance de la dotation pour les régions périphériques.
- Enfin, bien que la Police nationale soit présente dans les villes, et que la Gendarmerie et les militaires le soient au niveau des districts, la présence des forces de sécurité pour l'ensemble des zones rurales et des zones rouges telles que Benenitra, Befotoka et Amboasary (situées dans le sud où les chefs de régions ont été remplacé par des militaires) n'est pas assurée.

Cette problématique de la sécurité semble d'autant plus prégnante que les forces de sécurité sont caractérisées par des divisions internes (des officiers réputés proches de Marc Ravalomanana ont d'ailleurs été mis en prison³⁹). Ces divisions sont attisées dans le con-

transition passant du grade de colonel à celui de général. Il est issu de la 13^{ème} promotion de l'AcMil. Deux autres membres de cette promotion occupent des postes stratégiques au sein des institutions : Julien Ravelomihary occupe le poste de directeur de la sécurité présidentielle, Léon Jean

texte de préparation électorale, où chacun des leaders politiques tentent de « séduire » les élites militaires. Si les principaux chefs, ministre des Forces armées, le général Lucien Rakotoarimasy, le secrétaire d'État à la Gendarmerie, le général Randrianazary, le chef d'État-major, André Ndriarijaona et le commandant de la Gendarmerie, le général Richard Ravalomanana, demeurent des alliés d'Andry Rajoelina, un certain malaise couve au sein de l'institution militaire. Ainsi, des sous-officiers n'ayant pas les faveurs du régime ont signé un tract en juillet 2013 faisant état d'actes de népotisme, de clientélisme et de corruption. Afin de resserrer les rangs autour des militaires (officiers) qui lui sont proches voire au-delà, Andry Rajoelina a accordé 35 tonnes de riz au CAPSAT. Dans la foulée, a été diligentée une réunion visant à ressouder l'institution militaire, qui rassemblait notamment le ministre des Forces armées, le général Rakotoarimasy André Lucien, le secrétaire d'État à la Gendarmerie, le général Randrianazary, le ministre de la Sécurité intérieure, le contrôleur général de Police Arsène Rakoton-drazaka, le chef d'État-major général de l'armée Malagasy (CEMGAM), le général Ndriarijaona André, le commandant de la Gendarmerie nationale (COMGN), le général Richard Ravalomanana, ainsi que le directeur général de la Police nationale (DGPN), et le contrôleur général de Police, Désiré Johnson Rakoton-dratsima⁴⁰.

De plus, Andry Rajoelina parraina la cérémonie de sortie officielle de la 34^{ème} promotion de 59 élèves officiers baptisée « Andrin'ny FIRENENA », et de la promotion forte de 20 membres « FENO » ou « *Fraternité Eternelle Nouée dans les Objectifs* », du 19^{ème} PFMCS (Peloton de Formation Militaire des Cadres Spécialistes) qui se tenait le 26 juillet à l'Académie militaire d'Anstirabe (ACMIL). Il s'agit ici pour Andry Rajoelina d'affirmer son autorité et de confirmer son statut de Chef des Armées dans la perspective d'un retour de Marc Ravalomanana mais également de la défiance

Richard Rakotonirina est quant à lui directeur de l'AcMil (c'est un proche du ministre des Forces armées, le général de corps d'armée Lucien Rakotoarimasy).

37. Des jeunes délinquants et voyous.

38. Il s'agit de bandits qui excellent dans le vol des zébus. Les entrepreneurs politiques sont partie prenante dans ces activités économiques non régulées.

39. Huit militaires proches de Marc Ravalomanana ont été condamnés à la prison à perpétuité en août 2010 à l'issue du procès sur la fusillade du 7 février 2009. Voir « Procès de l'affaire du 7 février 2009. Le verdict est tombé, Ravalomanana condamné à perpétuité », *Madagascar Tribune*, 30 août 2010, <http://>

que lui témoigne la communauté internationale. Cette dernière a en effet manifesté son refus de principe des candidatures d'Andry Rajoelina, Lalao Ravalomanana et Didier Ratsiraka. À la fin du mois d'août, la nouvelle liste électorale produite par la Cour Électorale Spéciale ne comprenant plus les candidatures susmentionnées et un nouveau calendrier établi par la CENI-T (premier tour de la présidentielle le 25 octobre et le second tour de la présidentielle jumelé avec les législatives le 20 décembre) semblent obtenir l'adhésion des forces de sécurité. Le soutien de ces dernières au scrutin pourrait s'expliquer par le fait que Marc Ravalomanana ne puisse pas se rendre à Madagascar. L'élection de Lalao en tant que présidente aurait pu autoriser ce dernier à revenir à Madagascar.

Au final, les tentatives de remises en cause du processus électoral se sont multipliées. Les forces de sécurité ont dû faire face à des attaques à la bombe⁴¹ au cours du mois d'août 2013 (4-5) dans la capitale⁴². Un groupe dénommé « les défenseurs de la souveraineté nationale » prétend être à l'origine de ces actes, indiquant à travers un communiqué que « le peuple malgache n'acceptera jamais : les manœuvres de certaines nations, visant à ôter leur droit à la souveraineté et au choix de leur destin ; le processus électoral actuel, qui ne reflète pas leur véritable volonté ; qu'un putschiste demeure à la tête de l'État tout en préparant des fraudes massives aux prochaines élections ». Ces actes peuvent être interprétés comme un refus des élections où la main de la Communauté internationale est plus que pressante.

Ainsi, la fragilité de la situation sécuritaire est palpable (les événements de Nosy Be, Manakara, Ambilobe), les épisodes des bombes à Antananarivo ainsi que le phénomène de dahalo (Remenabila et l'opération Tandroka). Une récupération politique de ces événements pourrait servir à la déstabilisation de ce processus.

www.madagascar-tribune.com/Le-verdict-est-tombe-Ravalomanana,14625.html. Voir aussi « Affaire du 7 février 2009. Perpétuité pour le général Raelina et deux colonels », *Madagascar Tribune*, 8 juillet 2011, <http://www.madagascar-tribune.com/Perpetuite-pour-le-general,16130.html>

40. Il est nommé à ce poste en avril 2009 par Organes Rakotomihantarizaka, secrétaire d'État à la sécurité

Enjeux et aspect sécuritaire de la transition et du processus électoral de 2013

Une « rente sécuritaire » favorisant les rapports pernicieux entre les forces politiques et l'appareil de sécurité

Depuis la prise de pouvoir par Andry Rajoelina en 2009, et la mise en place de la Haute Autorité de la Transition, Madagascar possède beaucoup des caractères d'un régime non-démocratique qui se sert des militaires plus que l'armée ne le contrôle. Ce type de situation incline le pouvoir civil à user de la violence pour se maintenir. Cela implique concessions et rémunérations en faveur de l'appareil sécuritaire qui reste cependant tenté de se ranger auprès d'autres forces politiques en compétition. L'armée et les forces de répression peuvent s'en prendre directement au régime en place si les faveurs et prébendes attendues ne sont pas jugées adéquates. D'ailleurs l'histoire brève de la Transition a été traversée de ce type d'épisodes avec des « mutineries du ventre », comme l'écrit Nian-dou Souley⁴³, celles-ci étant souvent couplées à des révoltes contre la hiérarchie et l'ordre militaire. Dans ce registre, la venue d'élections en octobre 2013 encourage les jeunes officiers à dénoncer celui qui est pourtant présenté comme le responsable de la sécurité du processus électoral, le général Richard Ravalomanana, commandant de la Gendarmerie nationale. Les contestataires⁴⁴ de l'armée dénoncent, entre autres, « les avantages personnels obtenus par certains résultants des accointances politiques douteuses tels que le passage du grade de colonel à celui de général de division en l'espace de quatre années seulement ». Au contexte politique instable, s'ajoute à Madagascar une profonde inégalité entre les classes sociales ou du moins qui est perçue comme telle (voir Afrobaromètre 2013). L'accumulation de richesse par l'oligarchie au pouvoir à partir des rentes naturelles a demandé l'appui de la force militaire et policière. La dé-

intérieure. Il remplace alors Antonin Talbot.

41. La presse malgache parle plutôt de « bobinette ». C'est un phénomène qui apparaît lorsqu'une période d'accalmie et d'éventuelle sortie de crise se profilent à l'horizon.

42. Une a explosé au Tana Plaza à Analakely (mercredi 4 septembre) et une autre a été déposée à l'Institut Français de Madagascar (jeudi 5 septembre) sans pour autant exploser.

43 Souley N., « Mutineries militaires en période de démocratisation », in *Armée et politique au Niger*, Idrissa K. (dir.), Codesria, pp. 233-254.

44. « À en déduire que le coup d'État de 2009 ainsi que la prolongation de la transition actuelle rapporte énormément à cette minorité nantie mais pourrie "éthiquement et déontologiquement" de l'Armée. Il

pendance de la Transition vis-à-vis de la force dans sa politique d'appropriation des rentes naturelles suscite aussi des tentations chez les hommes en armes de gérer directement ces richesses.

Ainsi, le processus électoral qui s'est engagé dans une phase en principe décisive depuis le 25 septembre 2013 a pu être considéré par la HAT comme un mode de sortie d'une relation délicate avec l'appareil sécuritaire qui faisait monter les enchères. Il est demandé à ses membres qui ont été associés à l'exercice du pouvoir de prendre leurs responsabilités dans le bilan comme dans la gestion du processus électoral. On voit ainsi le ministre de la Défense chargé de répondre au nom du gouvernement aux interrogations sur l'exercice 2013 des instances qui servent de Parlement, en attendant la tenue des élections législatives de décembre 2013. La présidence pouvait espérer également que la menace d'un coup d'État salvateur, qui aurait balayé entre les deux tours du scrutin une partie des officiers supérieurs jugés trop liés à Andry Rajoelina, s'atténuerait. Elle compte avec le désir de la population de sortir de la transition par des élections et non par un nouvel épisode soldatesque. Mais si les politiciens civils peuvent ainsi tenter de jouer une partition où ils sont plus à l'aise que les militaires, tenus d'une certaine façon en lisière par les observateurs de la communauté internationale, ils ne sont pas complètement affranchis des prétoriens qu'ils ont laissé s'enchaîner dans l'État et le débat politique.

Il semble d'ailleurs qu'il existe une contradiction entre une partie de l'appareil sécuritaire, disposée à se réinsérer dans un nouvel ordre politique signant la fin de la transition, et d'autres groupes militaires et policiers conscients de leur marginalisation et soucieux de se protéger. La réforme du secteur de la sécurité qui se dessine à Madagascar peut être aussi une incitation pour certains de ses acteurs à anticiper leur restructuration sous l'égide du pouvoir élu et de la communauté internationale. De même, la question de la doctrine de défense de l'armée malgache n'a jamais vraiment été discutée et reste absente des confrontations électorales. La possibilité de conflits entre militaires eux-mêmes et l'opposition entre militaires et civils sur l'organisation du pouvoir civil postélectoral et la refonte du secteur sécuritaire, dont ses avantages indus, recèlent bel et bien des enjeux spécifiques. Les résultats du premier tour, avec une certaine bipolarisation qui oppose le précédent régime et les candidats impliqués dans la transition, préoccupent le système sécuritaire. Il se posi-

tionne d'abord comme le gardien du scrutin⁴⁵. Après le scrutin, en réunion avec le ministre de l'Intérieur, le 28 octobre, les forces de l'ordre ont lancé un avertissement « aux individus qui sont en train de concocter d'éventuels troubles par rapport à la publication des résultats de vote ». Il s'agit pour elles de ne pas se trouver en porte-à-faux avec la mission de stabilisateur d'un climat politique tendu et conflictuel, animé par tous les déçus de leurs résultats.

L'énonciation sécuritaire de la situation s'infléchit. Après les dangers de la contestation postélectorale, il est fait appel au répertoire de la violence électorale intrinsèque. Celle-ci a de nombreuses dimensions en Afrique et des chercheurs du *Nordic Africa Institute* les ont indiquées⁴⁶. Par exemple, lorsque la police et les forces de sécurité n'ont pas été réformées, leur capacité de coercition peut être utilisée à des fins politiques. Mais cet angle d'approche n'est pas celui que vont utiliser les responsables malgaches de l'armée et de la police. Leur conception de la paix repose sur le maintien du *statu quo* de l'exclusion du président renversé. En effet, depuis 2010, les hauts responsables de la sécurité ont argué que le retour dans son pays du président renversé menaçait l'ordre et la paix. De ce fait, en partie, les élections ont été différées, puis ensuite altérées avec le refus de la candidature de l'ex-président. En 2013, au-delà du premier tour, qui voit l'avance indéniable du candidat proche de Marc Ravalomanana, son retour semble continuer à en préoccuper plus d'un. Responsables militaires et magistrats se sont réunis à plusieurs reprises afin d'étudier l'éventuel retour de l'ancien Président. « En somme, ils ne sont pas encore d'accord sur l'éventuel rapatriement de ce dernier. Ils se basent sur le fait qu'il risquerait de régler ses comptes avec ses rivaux une fois au pays. Pour l'instant, ces responsables se limitent au stade de l'analyse de la situation⁴⁷ ». Marc Ravalomanana devient alors un potentiel fauteur de violence post-électorale, magistrats et officiers se posant en protecteurs de futures victimes.

n'est plus étonnant dans ce cas si le conclave perpétré par ces chefs militaires au CCI Ivato et visant à sortir le pays de cette crise n'a rien accouché. Comment pourrait-il en être autrement alors que ces soi-disant chefs militaires n'ont eu comme seule intelligence que de boire du whisky entre eux tout au long de ce conclave et de discuter des petits calculs leurs permettant d'obtenir des postes mirobolants si les politiciens parvenaient à s'entendre ». *Lettre ouverte des Jeunes Officiers de Madagascar*.

45. Les forces de l'ordre ont intensifié les dispositifs de sécurité durant le jour du scrutin et surtout dans la soirée du dépouillement. Les bureaux de vote de l'EPP

En fait la mobilisation de l'appareil sécuritaire pour éviter les troubles politiques et sociaux apparaît bien vite comme une répétition de plus des intimidations de la transition à chaque fois que le spectre du retour du président renversé réapparaît. Parmi les précautions prises après les résultats du premier tour, figure l'interdiction faite aux éléments de l'Armée, de la Gendarmerie et de la Police nationale de prendre des congés à compter du début de la campagne électorale du second tour. « Cette consigne est aussi valable lors des jours de fêtes et pourrait toutefois coïncider avec l'annonce par la mouvance Ravalomanana d'un retour imminent de l'ancien président, Marc Ravalomanana, selon les suppositions de Midi Madagasikara⁴⁸ ».

Andry Rajoelina ne cache d'ailleurs pas qu'il s'appuie sur l'armée pour contrer la montée en puissance du candidat Jean Louis Robinson. Par glissements sémantiques successifs, les discours de la sécurité se recomposent. L'armée et les autres composantes du secteur de la sécurité se positionnent du côté de l'ordre dans un temps électoral porteur de menaces et de désordres. Lors de la cérémonie du 26 juillet 2013 à l'AcMil, le président de la transition insiste sur sa mission de conseil aux jeunes officiers qui pourront toujours compter sur lui. C'est pour l'avenir, et sans doute dans le fantasme de l'unité nationale incarnée par l'armée, que le président se positionne avec les promotions d'officiers. Plus directement, à la manœuvre du contrôle des élections et comme chien de garde de la Cour électorale spéciale (CES), se trouve la Gendarmerie qui gère le budget de sécurisation du processus électoral. Aussi quand le candidat aux législatives de Fianarantsoa, Raharison Hilarion, critique la CES, il est appréhendé par les éléments de la Gendarmerie nationale. Ce conseiller de la Transition, membre de la mouvance Ravalomanana, a été arrêté au Magro (lieu de rencontres des supporters de Marc Ravalomanana) et maintenu en garde à vue au camp de la gendarmerie de Fiadanana⁴⁹.

En contrepoint, quand le président n'est pas présent dans les cénacles militaires, la sécurité l'emporte sur l'ordre, et la neutralité semble présider au destin des forces de sécurité : « Les forces de sécurité se sont réunies cette semaine. Elles ont fait une déclaration conjointe à son issue. Les différents corps d'armée en ont profité pour renforcer le principe de

neutralité de la Grande Muette face à la situation politique du pays. Le message s'est basé sur l'unité de l'armée⁵⁰ ». Les candidats aussi s'efforcent de jouer sur la sécurité en faisant de la lutte contre l'insécurité l'essentiel de leur programme, comme cela est le cas de Camille Vital. Tandis que d'autres font miroiter leur engagement à *aider la gendarmerie à éradiquer le fléau de l'insécurité*. La quasi-totalité des participants à l'élection présidentielle « a juré de prendre les mesures idoines pour éradiquer le fléau⁵¹ ».

Mais au fur et à mesure que l'on se rapproche du résultat définitif et officiel du premier tour de l'élection présidentielle, c'est le pouvoir de la transition qui semble mobiliser la hiérarchie militaire en la substituant aux Chefs de région qui ont des responsabilités décisives dans cette période électorale. Il faut d'abord procéder au *limogeage des Chefs de région*. « Ces licenciements concerneraient des responsables régionaux qui ont refusé de se soumettre aux ordres de leurs chefs hiérarchiques lors du premier tour de l'élection présidentielle et par respect du principe de neutralité politique de l'administration⁵² ». Cela semble, soit déplacé, soit tardif, quand le challenger de Robinson présent au second tour a été accusé devant la CES d'avoir utilisé des ressources de l'État durant sa campagne. Mais au-delà d'un retour à la neutralité, cette rotation des postes fait craindre une mise sous tutelle des élections législatives du 20 décembre, en même temps que la finale présidentielle. Or, l'échelon régional sera déterminant dans le processus électoral, particulièrement pour l'acheminement des résultats en pleine saison des pluies.

D'ailleurs, à la veille de la proclamation des résultats par la CES, le 21 novembre, l'*Express de Madagascar* consacre sa une à « la prise de pouvoir de la « junte militaire » au niveau des régions. Le Conseil des ministres a en effet décidé la nomination de trois généraux et de cinq colonels en tant que Chefs de région. « La candidature aux législatives de certains Chefs de région, les divers événements en matière d'insécurité ainsi que le contexte politique national ont amené à l'adoption du présent décret portant limogeage de certains chefs de région, et la nomination de leurs successeurs », soutient le communiqué du Conseil des ministres qui se tient le lendemain du Conseil de gouvernement, sous la présidence

octobre 2013.

46. Vigil Adolfo E., Söderberg Kovacs M., Nyström D., Utas M., « Electoral Violence in Africa », The Nordic

Ambodinisotry ont été fermés à 17h30, ce qui a provoqué la colère du public mais les forces de l'ordre ont maîtrisé la situation. *Madagascar Matin*, 26

de Rajoelina. Il y a bien sûr des raisons politiques à cette décision précipitée ou tardive quand on sait que l'insécurité avait atteint son point culminant en septembre 2012⁵³. Les Chefs de région ont, en sourdine, influencé dans la majorité des cas le choix des électeurs en faveur du candidat qui était leur ancien patron de fait, le Vice-Premier ministre en charge de l'aménagement du territoire. Pour d'autres commentateurs, l'arrivée des éléments de l'armée à ces postes ne fait que renforcer les doutes sur les réelles intentions du pouvoir en place à l'approche de la prochaine échéance électorale du 20 décembre.

De surcroît, les officiers supérieurs qui sont placés à la tête de 10 régions sur 22 sont étroitement liés au coup d'État de 2009. En effet, est désigné à la tête de la région Atsimo Atsinanana, le général David Ranavoson, membre du CMDN (Conseil Militaire pour la Défense Nationale) depuis le 20 mai 2009. En Ihorombe, le colonel Jeannot Reribake a été promu pendant la Transition et nommé commandant du groupement de la gendarmerie dans l'Androy, également dans le sud du pays. Le Melaky reçoit le colonel Vohason Mitovisoa qui était chef du bataillon de sécurité de la Primature sous le général Camille Vital. Dans la Sofia se retrouve le colonel Serge Elliot, placé à la direction de la controversée *Task Force* de l'Analanjirifo en 2009. Pour le Vatovavy Fitovinany, est nommé le général Jean Félix Randriamarolo, ancien allié du général Noël Rakotonandrasana, un homme clé du coup d'État de 2009. Il a d'ailleurs été nommé chef de corps à Toliara en 2009, puis promu général de brigade de l'armée de Terre Malagasy en 2011. Leur ministre est le général Lucien Rakotoarimasy, qui était le CEMGAM lors des événements du 26 janvier 2009 qui ont ravagé la capitale sans que l'armée n'y remette de l'ordre ou se préoccupe de la sécurité des biens et des personnes. Le colonel Maevazala prend la direction de la région Diana, avec pour objectif non pas la sécurité électorale mais « la sécurisation des touristes et des sites touristiques, suite à une série d'agressions et de vols au cours de ces douze derniers mois⁵⁴ ». Il semble qu'il y ait une certaine gêne pour le nouveau chef de région à être le premier militaire à diriger une zone gouvernée par des notables locaux. Ceux-ci sont d'ailleurs implicitement disqualifiés par le colonel Maevazala qui

prétend « éradiquer le phénomène Foroches ».

Ces nominations, comme la position hostile de l'armée au retour de l'ancien chef de l'État sont interprétées comme une politisation par les chefs d'églises du FFKM. « Les quatre chefs d'églises du Conseil œcuménique des Églises Chrétiennes de Madagascar tirent la sonnette d'alarme en ce début de la campagne électorale⁵⁵ ». Dans leurs messages, les dirigeants religieux encouragent « les fidèles à continuer à prier ». S'adressant aux actuels et aux futurs dirigeants du pays, les « *raiamandreny am-panahy* » mettent l'accent sur la priorisation de la dépolitisation de l'Armée et de l'Administration⁵⁶ ». Les élections sont l'occasion pour le Conseil des églises d'exprimer ce qu'il a toujours dissimulé, à savoir que le pouvoir de la Transition a accéléré la décomposition d'un État visant l'intérêt général. C'est aussi une manière d'aveu selon lequel malgré ses prétentions et ses efforts, le FFKM a failli à sa mission de réconciliation des protagonistes politiques de la crise de 2009.

Quelles trajectoires et quelles missions pour un appareil de sécurité aux composantes éclatées ?

La dernière phase du processus électoral, qui s'est déroulée le 20 décembre, fait également interférer les composantes de l'appareil sécuritaire. Dans la capitale, à la différence des régions, il semble difficile de passer la main à l'armée. Ce sont donc le ministère de l'Intérieur et la Préfecture de Police d'Antananarivo qui sont dotés de la capacité d'annuler et interdire une manifestation de propagande électorale afin de préserver l'ordre public. Le préfet de Police d'Antananarivo reçoit d'ailleurs les demandes d'autorisation de manifestation pour la campagne du second tour de la présidentielle. Par contre les demandes d'autorisation de tenir meeting pour les élections législatives doivent être adressées au chef d'arrondissement concerné. « C'est dans ce contexte que les forces de l'ordre interviennent pour dire qu'elles sont prêtes à préserver l'ordre et à faire face à tout acte de déstabilisation ». Ce n'est alors plus de police électorale qu'il s'agit, mais quasiment d'une mission de combat d'ailleurs confiée aux éléments mixtes, composés de gendarmes et de militaires. Le directeur de la Sécurité au sein du Commandement de

Africa Institute, *Policy note n°2012/3*, septembre 2012, 4 p.

47. *Madagascar Laza*, 5 novembre 2013, p. 2.

48. *Midi Madagasikara*, 7 novembre 2013, p. 3.

49. *Taratra*, 8 novembre 2013, p. 3 ; *Tia Tanindrazana*, 8 novembre 2013, p. 3.

la Gendarmerie nationale annonce que « ces éléments mixtes sont déployés notamment dans les zones dites rouges pour enrayer les manœuvres visant à dissuader les électeurs ou à les empêcher d'aller aux urnes⁵⁷ ». Ce dispositif martial de protection des citoyens se justifie dans cette logique car « les actes de banditismes et de circulations d'armes de guerre de ces derniers jours seraient des pièces d'une grande manœuvre de déstabilisation ».

Les maîtres d'œuvre de la sécurité articulent les mesures pour le déroulement d'un scrutin à l'abri de perturbations. Mais le tout s'inscrit dans une théorie du complot qui énonce le banditisme, hélas ordinaire, comme une action politique destinée à mettre à mal les élections. Plus encore, c'est l'État qui serait menacé au moment même où il se réclame de la posture du gardien de la procédure démocratique, à travers les vigilantes et valeureuses forces de l'ordre...

D'ailleurs « un colonel est dans le collimateur des forces de l'ordre » car, paradoxe, la véritable menace planant sur les élections reste toujours celle du soldat, défenseur pourtant de l'unité nationale. Mais d'après le journal *Midi Madagasikara*⁵⁸ « le colonel est connu comme étant proche d'un politicien figurant parmi les candidats malheureux de l'élection du 25 octobre dernier, et ayant occupé un poste à responsabilité au niveau du CAPSAT Soanierana auparavant ». Les hommes politiques sont incriminés cependant car ce sont eux qui soudoient les officiers « pour provoquer des situations de troubles le jour du scrutin du 20 décembre prochain⁵⁹ ». Quand il s'agit d'un officier supérieur, la presse est utilisée pour distiller des messages qui ne sont pas nominatifs mais doivent servir d'avertissement, tout en mettant en scène l'efficacité du renseignement de la gendarmerie et ses activités de prévention. Par une série d'ajustements des énoncés, la sécurité devient détection des risques et diffusion de rumeurs, au lieu de l'établissement d'enquêtes de police judiciaire s'il y a des indices de complots. Le légalisme revient pourtant dans le répertoire du général Richard Ravalomanana, commandant de la Gendarmerie nationale, interviewé⁶⁰ sur la question du retour de l'ex-Président. L'officier général a

50. *L'Observateur*, 8 novembre 2013, p. 3.

51. *Courrier de Madagascar*, 8 novembre 2013, p. 3.

52. *Midi Madagasikara*, 20 novembre 2013, p. 19.

53. « Insécurité, les forces armées appellent au secours », *Midi Madagasikara*, 6 septembre 2012, p. 1.

54. *L'Express de Madagascar*, 30 novembre 2013, p. 20.

réitéré être « dans l'obligation d'appliquer le mandat d'arrêt à son encontre, émis par la justice⁶¹ ». Le commandant de la Gendarmerie nationale a tempéré ses propos en indiquant que « étant donné que le président de la République est le Chef suprême de l'armée, nous sommes obligés de suivre ses ordres⁶² ». Après des années de déni, le général Randrianazary, secrétaire d'État à la Gendarmerie nationale semble lui aussi saisi par un sursaut constitutionnel : « les Forces de l'ordre sont exécutives, au sens propre du terme. Elles n'agissent que sous l'ordre d'une autorité légitime et conformément à la loi⁶³ ».

La Gendarmerie se positionne comme un allié potentiel du candidat de l'ex-président en se réclamant en priorité de l'ordre et non pas de la sécurité. Si ce registre de la sécurité demeure, il se trouve strictement limité au processus électoral. Le général Richard Ravalomanana se permettra ainsi de rappeler que les forces armées observeront une totale neutralité mais également que des éléments de ces dites forces assurent la sécurité des deux candidats à la présidentielle. « Il y a eu en effet une réunion entre la présidente de la CENIT, les deux candidats à la présidentielle et les forces armées à Alarobia. De cette réunion, il a été décidé que ces candidats seront escortés quotidiennement chacun de quinze éléments des forces de l'ordre, dont cinq militaires, cinq policiers et cinq gendarmes⁶⁴ ». Les militaires s'insinuent directement dans une relation avec les deux candidats, avec une forme de bénédiction de la commission électorale. Par un remarquable transfert des rôles, la Gendarmerie se retrouve à l'avant-garde de l'accomplissement du scénario démocratique de la fin de la transition. Plus, il semble que c'est davantage la tête même de l'armée qui est menacée par les éléments hostiles, car l'État-major des forces armées à Andohalo doit souligner, par l'intermédiaire de son chef de service de l'information et de la communication, « qu'aucune manœuvre ni tentative de prise de l'État-major n'ont eu lieu à la date du mardi 3 décembre 2013⁶⁵ ».

Depuis sa formation, l'appareil sécuritaire subit en interne les actions corporatistes. Celles-ci ont souvent animé la contestation du pouvoir civil et les combats entre « hommes en

55. *Midi Madagasikara*, 28 novembre 2013, p. 2.

56. *Ibid.*

57. « Les forces de l'ordre "prêtes à toutes les éventualités" », *Madagascar-Tribune.com*, 29 novembre 2013, <http://www.madagascar-tribune.com/Les-forces-de-l-ordre-pretes-a,19385.html>

armes et uniformes ». Avec la Transition, la hiérarchie sécuritaire s'est enkystée dans l'État, noyant l'administration et décidant des échéances politiques. Elle participe aussi de la gouvernance criminelle qui produit l'insécurité qui permet l'accumulation de prébendes et de rentes. Globalement, la remise en cause, peu probable, de ces positions ne peut qu'inquiéter les sous-ensembles du corps sécuritaire. Ces inquiétudes pourraient amener soit à une opération générale d'intimidation de toute la classe politique, soit à une crise posant au nouveau pouvoir civil les limites à ne pas franchir. Ainsi « *Cyril Rasambozafy et quatre autres politiciens se trouvent dans le collimateur des Forces de l'ordre*⁶⁶ ». Ces dernières se coalisent et décident d'une stratégie de prévention. Il est fait appel simultanément à la capacité naturelle d'augures des hommes en tenue : « Nos renseignements ont fait savoir que des politiciens manœvreraient en coulisse pour tenter de perturber le processus électoral en agissant avant, pendant ou après le jour de scrutin⁶⁷ ».

Le pouvoir sécuritaire installe ainsi une temporalité négative autour de la date du 20 décembre 2013. Au calendrier démocratique, il substitue un agenda de la surveillance et de la répression : « l'individu en question organise des réunions secrètes pour préparer son coup. Au moment opportun, il sera convoqué aux fins d'interrogatoire. Pour le moment, nous nous contentons de le surveiller⁶⁸ » Il faut rappeler que Cyril Rasambozafy⁶⁹ affronte directement et très tôt la dérive militaire de la vie publique malgache et l'intrusion des officiers dans l'appareil d'État depuis des années. L'appareil sécuritaire qui n'entend pas ainsi uniquement les critiques radicales, se méfie de leur influence sur un président élu tenté de se débarrasser d'une caste d'officiers politiques et bureaucrates appartenant à la galaxie de la transition. « *Menaces de troubles avant le 15 décembre*⁷⁰ » : C'est le titre d'un article dans *Midi Madagascar* qui dénonce l'existence de fauteurs de troubles qui visent à déstabiliser le scrutin du 20 décembre. « Plusieurs personnes soupçonnées font actuellement l'objet de surveillance pour ne citer qu'un colonel de l'armée, un adjudant-chef de

la gendarmerie ayant déjà travaillé au sein de la Primature, plusieurs personnalités politiques dont un membre du Conseil supérieur de la Transition qui aurait déjà dirigé une réunion de gros bras du côté de 67 Ha la semaine dernière ainsi que des membres de l'Alliance pour la Paix et la Refondation de la Nation (Aprn) dirigée par Pety Rakotoniaina, PDS (Président de Délégation Spéciale⁷¹) de Fianarantsoa⁷² ».

Le rétablissement tel quel par la force de la HAT paraissait difficile par la voix des urnes qui manifeste son discrédit dès le premier tour. Mais alors est-ce qu'une dictature militaire mixte aurait pu concilier le maintien d'un *statu quo* et une apparente rupture avec la Transition ? En effet, il n'existe pas de militaires politiques comme au Niger qui lors de la première phase démocratique et électorale ont réussi à s'imposer comme leaders de partis puissants⁷³. « Parmi les officiers identifiables dans la première génération, deux cas de reconversion méritent d'être cités, ceux de Tandja Mamadou et Moumouni Djermakoye. Le premier est devenu président du MNSD Nassara et le second quitte le parti pour en fonder un autre qu'il dirige toujours⁷⁴ ». Lors de la deuxième vague électorale (1996), les prétoriens nigériens ont directement fraudé pour imposer leurs candidats tout en gardant le pouvoir conquis par un coup d'État. Ce scénario n'est pas jouable à Madagascar car l'armée nigérienne était relativement homogène, ne mettant qu'un homme de paille au pouvoir, Ibrahim Mainassara Baré⁷⁵. Ce dernier avait besoin des élections pour se légitimer et on assiste à un hold-up électoral en 1996 : « les militaires confisquent les urnes et les regroupent dans des lieux autres que ceux du vote⁷⁶ ». Mal lui en prit car il fut tué par ses pairs qui organisèrent une brève transition pour laisser un militaire politicien, Tandja Mamadou, gagner les élections. Il s'agit là d'un troisième type d'action des officiers nigériens, « ceux dont la première vocation était de créer les conditions de leur retour dans les casernes⁷⁷ ». Ces comportements nigériens en

64. *Ibid.*

65. *Ma-Laza*, 5 décembre 2013, p. 3.

66. *Ma-Laza*, 7 décembre 2013, p. 3.

67. *Ibid.*

68. *Ibid.*

69. « Que les militaires retournent dans les casernes et y restent au lieu de s'immiscer dans les affaires politiques et compromettre les recherches de solutions entre civils ». *Tananeews*, 14 août 2010.

70. *Midi Madagascar*, 9 décembre 2013, p. 1.

71. Ce dernier remplace le maire élu.

58. *Midi Madagasikara*, 4 décembre 2013, p. 20.

59. *Midi Madagasikara*, 4 décembre 2013, p. 20.

60. Journal télévisé de TV plus Madagascar, 6 décembre 2013.

61. *Ibid.*

62. *Ibid.*

63. *Midi Madagasikara*, 6 décembre 2013, p. 2.

trois grandes catégories, les officiers de coup d'État qui deviennent chefs de parti et sont élus, les militaires qui interviennent directement dans la manipulation des résultats et ceux qui arbitrent et retournent à leur métier ne semblent pas appartenir au paysage malgache. C'est bien pourquoi un mode hybride de dérive sécuritaire en liaison avec les politiciens est possible. Et cela ne concernerait pas seulement les tenants de la transition.

Conclusion

Dans le contexte des élections, le secteur de la sécurité à Madagascar révèle une bonne partie de ses particularités. Les élites prétorienues, certes, ont marqué de leurs empreintes les années de la Transition en oscillant entre activisme au sommet, manœuvres politiciennes dans l'ombre et mutineries du ventre. Malgré les dérives de certains organes comme la FIS ou l'emprise sur le débat politique et social de l'EMMONAT, se dessine cependant une profonde mutation des élites martiales en élites techno-bureaucratiques. Ces élites participent désormais de l'État profond, déjà en gestation à l'époque de Ratsiraka, mais qui s'est épanoui pendant la suspension de la démocratie suite au coup d'État de 2009.

Cette configuration est bien originale dans les pays du Sud. Les hommes en armes à Madagascar ne sont pas des militaires mais plutôt des gendarmes et des policiers dévolus à des missions de sécurité politique. Les officiers généraux ne sont pas des réformateurs, ni, comme dans certaines occasions, le Niger par exemple, des passeurs de démocratie. Ils sont au cœur de la technobureaucratie et donc plus préoccupés de la permanence de leurs posi-

tions dans l'État que de l'alternance démocratique qui permettrait une véritable renaissance de la société civile.

Les élections voient certains pans de l'appareil sécuritaire se mettre en avant tandis que les chefs militaires et leurs pairs, entrés en administration, négocient déjà leur transition dans une tradition malgache de coopération politique des généraux avec l'*establishment* quel qu'il soit. Des tentatives afin de reporter les élections dans certaines régions en raison de menaces climatiques se multiplient. Il s'agit de régions où des officiers proches du régime viennent d'être placés. Un tel scénario risquerait que des doutes soient portés sur la crédibilité du scrutin et n'est pas propice à un climat d'apaisement.

On assiste donc à une oscillation entre des forces de sécurité sur le terrain électoral (des chefs de régions aux EMMOREG) qui ont intérêt à la reconduction du régime de 2009 et des élites martiales engagées dans la politique et l'appareil d'État qui peuvent décider de basculer vers les forces politiques qui émergent comme renouveau ou offrent à Marc Ravalomanana une possibilité de retour.

Mais comme nous l'avons écrit, ces deux composantes majeures de l'appareil sécuritaire sont intersectées (pour beaucoup, mais pas toutes) dans la gouvernance criminelle. Ce fondamental de l'économie politique malgache de la Transition a donc pesé sur les élections qui viennent de porter au pouvoir l'ex-ministre des Finances de la Transition et ont vu la légitimation politique d'Andry Rajoelina avec le plus grand parti (le MAPAR) de l'Assemblée nationale. ♦

Auteurs

Juvence Ramasy est Maître de Conférences en science politique à l'Université de Toamasina (Madagascar).

jramasy@gmail.com

Olivier Vallée, économiste et financier, docteur en science politique, travaille depuis une vingtaine d'années en tant que consultant en Afrique.

ovallee@noos.fr

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

Retrouvez toute l'actualité et les publications de la Fondation pour la Recherche Stratégique sur

WWW.FRSTRATEGIE.ORG